

# DOCUMENTS

## pour l'histoire des techniques

Nouvelle série

n° 18

2<sup>e</sup> semestre

2009

Jean-Claude DAUMAS dir. *La mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Les cahiers de la MSH Ledoux, 2007, 474 p. Compte-rendu de lecture dans *Documents pour l'histoire des techniques*, n°18, décembre 2009 par Michel LETTÉ.



RECITS

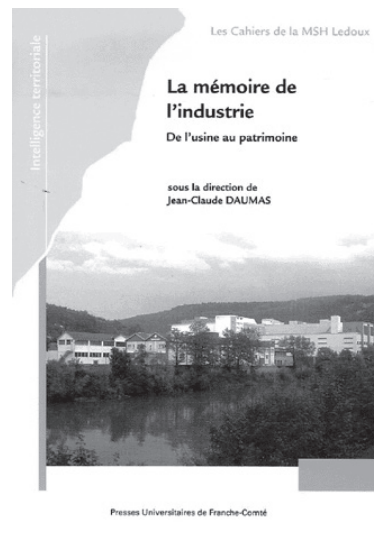


doivent payer quelques inadaptés au monde hypermoderne à venir, les conditions d'existence sont globalement à terme bien meilleures pour leurs bénéficiaires. Ce serait alors interpréter la résurgence des résistances contemporaines comme totalement injustifiée, voire une menace pour la civilisation, la survie et l'avenir de la nation, bref un archaïsme depuis longtemps condamné par l'histoire. Les gestionnaires de la contestation ne s'en privent d'ailleurs pas. Face à cette accusation facile d'une attitude rétrograde ou réactionnaire frappant ceux qui auraient l'idée saugrenue de discuter le dogme du progrès inéluctable par les techniques, François Jarrige propose de sortir de la confusion. En établissant l'historicité des stratégies et des registres d'action, des justifications et des motivations des briseurs de machines comme des militants de la démocratisation des choix technologiques aujourd'hui, il déconstruit les ressorts de la disqualification et de la répression des attitudes de refus face aux changements techniques. Il démontre non seulement que le débat est loin d'être clos, mais qu'il est encore urgent de renouer avec la politisation des choix technologiques. Il invite en somme à une réappropriation des techniques pour ce qu'elles sont : des instruments, des moyens au service de fins, et donc des enjeux politiques et sociaux.

Au fond, loin d'être le constat morose de techniques posant toujours plus de problèmes qu'elles n'en résolvent, François Jarrige propose au contraire, au travers de cette histoire pragmatique des résistances à la technique, des conclusions optimistes, encourage à repenser et à agir. Quittant le statut de pathologie sociale,

la résistance à la technique redevient dès lors l'exigence d'une réintégration dans le champ de la politique de choix qui, sans elle, feraient advenir les techniques comme des évidences non négociables.

Michel Letté  
CDHTE-Cnam



Jean - Claude DAUMAS dir., *La mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté. Les Cahiers de la MSH Ledoux, 2006, 426 p.

L'ouvrage émane de la série « Intelligence territoriale », publiée dans la collection « les Cahiers de la MSH Ledoux ». L'auteur, Jean Claude Daumas, en est respectivement le responsable et le directeur. Organisateur du colloque *Mémoire de l'industrie*, tenu à Besançon les 25, 26 et 27 novembre 2003, il en livre ici les actes.

Leur lecture fera regretter d'avoir manqué les débats des plus intéressants auxquels cette rencontre a forcément donné lieu. Au total, 28 auteurs ont participé à la réalisation de ce volume auquel ont contribué non seulement des chercheurs

issus des différents champs de l'histoire économique et sociale, mais encore des philosophes, des praticiens des sciences humaines et de la société, des professionnels des musées, des intervenants auprès d'entreprises et des décideurs locaux.

Son introduction est une solide mise au point. Synthèse problématique d'une histoire récente de l'institutionnalisation du patrimoine industriel, elle insiste surtout sur la nature des réflexions auxquelles demeurent confrontés les acteurs de la justification du devoir de mémoire et du besoin de comprendre l'empreinte industrielle de l'histoire contemporaine. Ambition que Jean Claude Daumas résume au travers de ce constat des plus lucides : « le moment semble venu d'une réflexion critique d'ensemble qui, dans une véritable visée pluridisciplinaire mobilisant à la fois historiens, ethnologues, sociologues, philosophes, conservateurs et militants [...] cherche à tenir ensemble tous les fils de la question en embrassant à la fois les rapports entre mémoire(s) et patrimoine, les usages sociaux du patrimoine industriel et les approches des historiens » (pp. 11-12).

Exercice pleinement réussi avec cette remarquable mise en cohérence d'un ensemble foisonnant d'interventions dont l'intelligibilité globale pourrait ne pas paraître évidente au premier abord. Chaque article éclaire en effet à sa façon, mais toujours d'un regard avisé, les multiples facettes contradictoires de la question du devenir patrimonial de l'industrie, de l'entreprise et des techniques dédiées autrefois à la production : confrontations des intérêts divergents portés par des élites locales faces aux projets de

mise en patrimoine ; concurrence des mémoires ; ambiguïtés des revendications mémorielles et de leurs enjeux tacites.

L'ouvrage pourrait bien être aussi lu comme une sorte de manifeste contre l'oubli de l'histoire de l'industrie pour elle-même, à un moment où une révision de l'histoire de l'industrialisation semble s'être imposée, notamment du fait de l'injonction à prendre en considération plus que par le passé la question aujourd'hui dite « environnementale ». On ne peut s'empêcher dès lors de lire ce livre comme le témoignage d'une crise que traverseraient l'institution et la communauté des acteurs du patrimoine industriel. Elle ne serait cependant qu'une crise de croissance, et finalement la démonstration qu'une étape est sur le point d'être franchie, qu'une nouvelle page d'histoire industrielle commence déjà à s'écrire. Pour le dire autrement, les textes présentés ici par Jean Claude Daumas sont une sorte d'incitation bien pertinente à renouveler et à faire exister d'autres espaces de réflexions et de réalisations dans ce domaine du patrimoine industriel, une invitation aussi à s'ouvrir vers

d'autres horizons, à d'autres thématiques, approches et regards. C'est ce à quoi d'ailleurs invite également explicitement le premier et dernier texte de l'ouvrage. Le premier, *Archéologie industrielle, patrimoine industriel : entre mots et notions*, est signé par Louis Bergeron, l'un des fondateurs du champ patrimonial et de l'archéologie industrielle en France. La conclusion est, elle, proposée par Denis Woronoff, autre acteur éminent de la structuration et de l'animation du domaine.

Les autres textes que ces derniers encadrent, tous perspicaces, ne peuvent toutefois faire systématiquement l'objet d'une présentation ici, tant les analyses depuis des champs d'expériences aussi variées sont riches et appropriés, mériteraient plus qu'une ligne ou deux. J'aurais pourtant aimé m'attarder sur un choix personnel, par exemple sur celui du philosophe Robert Damien qui ose ici une question : *Le patrimoine peut-il être industriel ? La proposition proudhonienne* (pp. 31-47), et propose de relire Proudhon en agitateur de culture, situant l'activité et le travail industriel par rapport au

paradigme biblique de la création du Père. Don de l'humanité à elle-même, l'industrie fait pour cette raison, selon Proudhon au travers de la restitution qu'en fait l'auteur, assurément patrimoine, dont l'interprétation de sens mérite assurément d'être lue. De même, mais pour des raisons tout à fait différentes, je relirais volontiers le texte de Hélène Merlin, *Le patrimoine minier bassin Nord-Pas-de-Calais : un outil de dynamisation territoriale*, (pp. 237-254). Chercheuse dans le domaine du développement local par la culture et le tourisme, l'auteure retrace de façon très synthétique et claire, au travers de ce cas particulier, la multiplicité des fonctions qu'une mise en patrimoine tente d'assurer localement, mais aussi la dynamique de construction des sens attribués au patrimoine, restituant dans le rendu de son travail les processus à l'œuvre toujours tendus vers des lieux à l'évidence de complexité et de contradictions.

Michel Letté  
CDHTE-Cnam